Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 22 (1972)

Heft: 1

Buchbesprechung: Der Friedensappell Papst Benedikts XV. vom 1. August 1917 und die Mittelmächte. Diplomatische Aktenstücke des deutschen Auswärtigen Amtes,des bayerischen Staatsministeriums des Äusseren, des österreichisch-ungarischen Ministeriums des Äusseren und des britischen Auswärtigen Amtes aus den Jahren 1915-1922 [Wolfgang Steglich]

Autor: Luciri, Pierre

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Die im ersten Teil von der kommunistischen Nachwelt (Lenin, Stalin, Thälmann, Pieck, Lukács, Reformkommunisten aus Jugoslawien und der DDR) geäusserte Kritik an Rosa Luxemburg ergänzt der Autor schliesslich durch seine eigene. Mit Recht weist er auf die Schwächen des spartakistischen Rätesystems hin, das, wie das bolschewistische Beispiel lehrt, leicht zur Beute einer disziplinierten Minderheit hätte werden können. Mag sein, dass die Spartakisten mit ihrer Verachtung für die parlamentarische Demokratie das Schicksal der Weimarer Republik vorausgeahnt haben. Mit den Totengräbern dieses Deutschlands verbindet sie aber die Negation des Gleichheitsprinzips, ohne das keine Demokratie funktionieren kann.

Dem Verfasser ist es über weite Strecken gelungen, die beiden Gestalten im eingangs erwähnten Sinne zu entmythologisieren. Dass er gelegentlich selber dem pathetischen Stil einiger im Anhang beigegebener Flugschriften Rosa Luxemburgs und Karl Liebknechts erliegt, wird man ihm in Anbetracht der sonst flüssigen Schreibweise kaum anlasten. Als störend empfindet man hingegen einzelne Unklarheiten wie beispielsweise die plötzliche Umbenennung der Sozialistischen Arbeiterpartei in Sozialdemokratische Partei (S. 102), was den Leser eher verwirrt als informiert, oder die Stelle auf Seite 105, wo man nicht ganz begreift, was an dem von Noske versuchten Brückenschlag zwischen Sozialdemokratie und Heer «im Ansatz plausibel» sein soll.

Das Buch schliesst mit einer Auswahlbibliographie, die man durch Manfred Winklers Analyse «Rosa Luxemburg und der Luxemburgismus. Zum Verhältnis von Politik und Geschichte in der DDR», Erlangen-Nürnberg, 1966, ergänzen könnte, einem Anmerkungsteil und einem Personenregister.

Wabern b. Bern *Peter Stettler*

Der Friedensappell Papst Benedikts XV. vom 1. August 1917 und die Mittelmächte. Diplomatische Aktenstücke des deutschen Auswärtigen Amtes, des bayerischen Staatsministeriums des Äussern, des österreichisch-ungarischen Ministeriums des Äussern und des britischen Auswärtigen Amtes aus den Jahren 1915–1922. Bearbeitet und herausgegeben von WOLFGANG STEGLICH. Wiesbaden, Franz Steiner-Verlag, 1970. In-8°, XI + 675 p.

La collection de documents que publie W. Steglich illustre l'offre de paix de l'été 1917 du pape Benoît XV, ou plutôt la réception que lui ont réservée les puissances centrales[1].

L'ouvrage reproduit, presque toujours intégralement, plus de cinq cents documents dans leur texte original, le plus souvent allemand. Environ 10% des textes sont rédigés dans une autre langue, le français, l'anglais ou l'italien. C'est dire que l'on a moins affaire à des textes représentant des échanges

[1] Le premier volume de l'ouvrage de STEGLICH, intitulé *Die Friedenspolitik der Mittelmächte 1917/18* (Wiesbaden, 1964), a déjà été recensé dans cette revue, t. 18 (1968), p. 360.

de vues d'Etat à Etat que des documents internes des diplomaties allemande et autrichienne. Plusieurs des documents saillants ne sont pas inédits.

Les textes sont répartis en six sections:

1. Préhistoire de l'offre de paix pontificale.
2. L'offre de paix du 1er août 1917 et les réponses des puissances centrales.
3. Tractations secrètes et proclamation publiques en rapport avec l'offre de paix.
4. Efforts du pape en faveur de la paix après la réponse des puissances centrales.
5. Tentatives allemandes pour nouer des conversations de paix directes avec l'Angleterre.
6. Points de vue allemands sur l'offre de paix du pape, d'août 1917 à l'après-guerre.

Chacune de ces sections est elle-même divisée en sous-sections. C'est ainsi que le lecteur qu'intéresse la réponse américaine à l'offre de Benoît XV devra aller la chercher dans la section 3, sous-section 20: «*Berichte über die Wirkung und Behandlung des päpstlichen Friedensappels in den neutralen und feindlichen Staaten (Juni bis Dezember 1917)*».

Cette marche à suivre n'est guère commode, d'autant plus que les pièces ne sont généralement rangées dans l'ordre chronologique qu'à l'intérieur des sections et sous-sections. Contrairement à ce que l'éditeur affirme (p. 18), la répartition des documents d'après le contenu ne facilite pas la recherche d'une pièce particulière et ne dispense pas de publier un catalogue chronologique des pièces retenues. En effet, quelle que soit la valeur de l'argument en faveur de la réunion des documents selon la matière (aide au lecteur, reflet de l'état d'éventuels dossiers classés par matière), il n'en demeure pas moins que cet ordre logique se traduit par un désordre chronologique. Une tradition éprouvée d'édition de documents diplomatiques demande de respecter l'ordre chronologique. Elle le fait à bon droit, car l'ordre chronologique ne crée qu'à première vue un désordre logique. Il est vrai que le lecteur peut éprouver le sentiment désagréable d'être ballotté d'une pièce à une autre sans rapport avec la précédente. Mais il est par là-même confronté avec la réalité du développement historique des événements, à la discontinuité des faits qui est le pain quotidien des chancelleries et des salles de rédaction. En outre, il est évident que de nombreuses relations ne s'expliquent que par un rapport de cause antérieure à effet postérieur. Un classement chronologique des pièces publiées permettrait certainement de découvrir toute une logique de connexités qui n'apparaît pas en raison du découpage «logique» que l'éditeur impose à son lecteur.

Si l'éditeur désire venir en aide au lecteur, la meilleure manière de le

faire, en tenant compte des observations ci-dessus, consiste à publier tous les documents choisis dans un ordre strictement chronologique, quitte à regrouper les différents aspects des affaires envisagées dans des tables annexes, elles-mêmes établies chronologiquement. De nombreuses publications de sources en offrent d'excellents exemples.

La publication de chaque pièce considérée isolément est extrêmement minutieuse et suit des règles clairement énoncées dans l'introduction (p. 18–22). L'emplacement du document, sa forme, ses auteurs et correcteurs sont indiqués. Les commentaires marginaux sont reproduits. Les paraphes mystérieux sont identifiés. Une introduction de 16 pages, un index nominatif riche en renseignements succints complètent solidement un travail consciencieux.

La conscience professionnelle de l'éditeur va même jusqu'à friser le formalisme, notamment lorsqu'il édite des pièces dépourvues de substance, ne servant guère qu'à des fins de transmission, qui auraient pu faire l'objet d'une simple note en bas de page (p. ex. n° 162, p. 251: remise de la note pontificale au chargé d'affaires de Bulgarie à Berlin). Les pièces sont numérotées. Mais on ne voit pas pourquoi des documents très différents cohabitent sous le même numéro 271 (271a à 271e). A l'inverse, on se perd en conjectures sur les raisons qui font que la dépêche du comte de Salis à Lord Robert Cecil, du 24 août 1917 mérite le double numéro 275/276!

L'offre de paix de Benoît XV, telle qu'elle apparaît à la lumière des documents publiés, contient au fond la proposition concrète suivante: obtenir un désintéressement de l'Allemagne en ce qui concerne la Belgique, afin d'intéresser l'Angleterre à une fin de la guerre. L'offre de paix du Saint-Siège est l'aboutissement de considérations à la fois idéalistes et réalistes. Elle est réaliste en ce sens qu'elle accepte de faire porter l'effort sur une question prioritaire. Au cas où un accord se réaliserait sur la question belge, la diplomatie vaticane calcule qu'une dynamique pacifique entraînerait une solution générale, de la même manière que la question balkanique a déclenché, par une réaction en chaîne, le conflit général. On ne cherchera pas toutefois dans l'ouvrage publié par Steglich un éclairage de l'ensemble de cette problématique. Aussi doit-on se demander si l'éditeur n'aurait pas dû intituler son recueil, en inversant les termes, «La politique de paix des puissances centrales et l'offre de paix de Benoît XV».

En effet, l'offre de paix n'apparaît que comme un prétexte pour mettre en lumière l'état d'esprit qui règne à Vienne et surtout à Berlin. A côté des documents diplomatiques proprement dits, l'éditeur publie d'autres documents d'origine privée, militaire, parlementaire. On ne le lui reprochera pas. On lui saura gré d'avoir également utilisé généreusement les dépêches des diplomates bavarois. Leur qualité ne le cède en rien à celle des rapports des diplomates impériaux.

L'activité diplomatique de la Curie est surtout illustrée par les interventions de Pacelli, nonce à Munich depuis mai 1917, et par les conversations de Marchetti à Berne. Le représentant du Saint-Siège en Suisse

semble en effet s'être intéressé à de nombreuses questions de haute portée dépassant de beaucoup le cadre étroit de sa mission officielle.

Là où le Saint-Siège semble s'être trompé, c'est lorsqu'il a espéré que l'Allemagne se désintéresserait du sort de la Belgique. L'emballement initial de Pacelli après sa visite à Bethmann Hollweg a dû faire place à la désillusion lorsqu'on a dû se rendre compte au Vatican, après la chute de ce dernier, que ce n'étaient ni le chancelier, ni le Reichstag ou Erzberger, ni l'*Auswärtiges Amt* qui gouvernaient l'Allemagne. Les ambitions de la marine allemande elle-même, malgré toute la sympathie de l'empereur Guillaume, ont dû céder devant les objectifs annexionistes déterminés par Ludendorff et Hindenburg. Les efforts de l'empereur Charles et de Czernin pour influencer l'allié allemand sont vains et pathétiques. Le Saint-Siège a bien vu que c'était à Berlin et non pas à Vienne qu'il fallait essayer d'intervenir.

Bien que l'ouvrage reproduise quelques documents anglais, il ne faut pas croire que ceux-ci illustrent toute l'attitude anglaise face à l'offre de Benoît XV. La réception de l'offre du Saint-Siège par l'Entente n'est pas le thème retenu par l'éditeur. A Londres, à Paris et à Rome, les archives des anciens Etats alliés sont maintenant ouvertes au chercheur désireux d'étudier une question dont les documents publiés par Steglich permettent d'entrevoir tout l'intérêt. En effet, l'offre de paix du pape visait essentiellement à rompre la coalition alliée. Elle posait au fond la question suivante aux Anglais: A quoi bon se battre pour l'Alsace-Lorraine? Aussi la vigilance de la France devait-elle mettre toute la combinaison en péril. Quant aux rapports entre l'Italie et le Saint-Siège, on sait qu'ils devaient être régis par des données particulièrement délicates.

On notera, en terminant, que la Suisse est très souvent présente, ou plutôt supposée, comme terrain de rencontre et d'échange des idées exposées dans les documents publiés. Outre le loquace Marchetti, d'autres diplomates résident temporairement en Suisse. Otto von Ritter, représentant de la Bavière auprès du Saint-Siège, a pris résidence à Lugano, ainsi que son collègue de Prusse, Otto von Mühlberg. L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie auprès du Saint-Siège, le prince Schönburg-Hartenstein, s'est également replié sur la Suisse, à Lucerne. A Einsiedeln, on voit, en mai 1917, l'abbé recevant Pacelli, le général des Jésuites Ledochowski, Mgr. Sapieha, prince-évêque de Cracovie et d'autres dignitaires. «*Man sprach von einer Friedensaktion des Papstes*», rapporte Ritter, «*um den Sozialdemokraten etwas das Wasser abzugraben*» (n° 61, p. 97). De même G. Baumberger, rédacteur en chef des «*Neue Zürcher Nachrichten*» et secrétaire général de l'Union catholique internationale, s'adresse de Zurich, le 31 mai 1917, aux rédactions de la presse catholique internationale pour leur demander, en prévision de la conférence de Stockholm, d'opposer à l'activité des socialistes celle du Saint-Père.

Genève *Pierre Luciri*